

Pouvoir d'emprunt—Loi

Je suis désolé que le secrétaire parlementaire du ministre des Finances (M. Evans) soit absent. Il a fait une déclaration remarquable hier soir. Il s'y était cependant glissé quelques erreurs qu'il a dû rectifier aujourd'hui. Il a dit que le gouvernement voulait emprunter un milliard, ce qui lui laissait une marge de manœuvre en cas d'urgence. Puis, il a ajouté qu'il aurait peut-être besoin de un milliard de moins qu'il ne demandait une fois qu'il aurait mis son mélangeur en marche car le grand magicien, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde), va nous faire un tour de passe-passe qui va nous permettre d'économiser un milliard sur le déficit.

Il en transmet le coût au consommateur mais il ne veut pas l'admettre.

J'estime que pour cette Chambre ce serait porter atteinte aux droits du Parlement d'approuver un pouvoir d'emprunt de 12 milliards de dollars—c'est-à-dire 400 dollars par seconde—pour la prochaine année financière sans disposer de prévisions budgétaires qui sont en fait les seules acceptables et qu'on nous demande cette approbation alors que nous sommes pertinemment au courant des inconsistances et des erreurs énormes commises par les ministres des finances libéraux précédents lors du dépôt de leurs chiffres, prévisions et estimations antérieures. Cette fois-ci le gouvernement se dispense tout simplement de nous présenter des données mêmes inconsistantes.

Ainsi qu'en atteste le compte rendu, le ministre s'est contenté de dire que le gouvernement a besoin du pouvoir d'emprunter 12 milliards de dollars pour répondre à ses besoins en liquidités de l'année financière en cours y compris la marge actuelle pour les imprévus. C'est là une marge bien importante pour pouvoir faire face à des imprévus. Comment pouvons-nous rester solvables financièrement quand on pense aux millions de dollars que nous versons déjà chaque jour en intérêts et à notre dette qui grossit à vue d'œil? Depuis que j'ai pris la parole elle a dû encore augmenter, mais je me demande de combien.

M. Corbett: Elle a dû encore augmenter de \$10,000.

M. McDermid: Nous devons prendre le temps de penser aux générations futures. Nous devons penser à nos enfants et à nos petits-enfants qui devront rembourser ces emprunts. Comment peut-on expliquer ce bill autrement? Comment peut-on fermer les yeux sur les intérêts que le pays devra payer si le Parlement adopte ce bill? Quand le ministre des Finances va-t-il enfin se décider à annoncer des mesures et des politiques fiscales susceptibles de hâter notre relance économique au lieu de constamment accroître le fardeau de la dette nationale? Allons, monsieur le ministre des Finances, répondez à nos questions en présentant un budget.

Des voix: Règlement!

M. McDermid: Le Canada n'en mérite pas moins à l'heure actuelle.

Des voix: Bravo!

M. Arnold Malone (Crowfoot): La première question que je me pose, monsieur l'Orateur, au moment d'entreprendre l'examen du bill C-30, tendant à attribuer un pouvoir d'emprunt supplémentaire pour l'année 1980-1981...

M. Pinard: Vous faites de l'obstruction systématique.

M. Malone: ... c'est celle de savoir si ce sera la première demande d'emprunt. Le bill parle du pouvoir d'emprunt de 1980-1981. Je suis maintenant député depuis six ans environ.

M. Pinard: C'est beaucoup trop.

M. Malone: Sans être des plus anciens à la Chambre, j'ai néanmoins eu au cours de cette période l'occasion chaque année de signer un chèque en blanc à l'ordre de ce gouvernement libéral. Il nous demande de l'argent sans préciser à quoi il doit servir. Nous devons reconnaître que nous assistons à un bien étrange phénomène. Les nombreux députés progressistes conservateurs qui ont pris la parole au nom de l'opposition officielle ont tous commencé par déclarer que nous ne devrions pas emprunter autant d'argent. Ce n'est pas dans la nature du Canada, qui possède tant de richesses ou de ressources. Nous avons ensuite également soutenu que le gouvernement ne devrait pas demander au Parlement l'autorisation d'emprunter de l'argent sans lui indiquer d'abord comment il entend le dépenser.

Fait intéressant, les députés néo-démocrates qui sont assis à ma gauche adoptent une position tout à fait analogue; autrement dit, ils trouvent que le gouvernement ne doit pas demander au Parlement de l'autoriser à emprunter de l'argent sans avoir aucune idée de la destination de cet argent.

Le ministre des Finances (M. MacEachen) a consacré tout au plus cinq minutes, d'après moi, à expliquer qu'il avait besoin de l'argent, sans nous donner de raisons qui nous portent à croire qu'il est tout particulièrement en faveur de ce projet de loi. Deux ou trois autres députés libéraux ont pris la parole après lui. Il y a d'abord eu le député d'Ottawa-Centre (M. Evans), qui n'a pas parlé du tout du bill. Ensuite, le député de Lincoln (M. Mackasey) a parlé de la campagne électorale de 1980. S'il faut un certain courage pour critiquer ce projet de loi, je me demande pourquoi les députés d'en face n'ont même pas le courage d'appuyer le bill. Les Canadiens sont certes en droit de se demander si, compte tenu du fait que notre dette s'élève maintenant à 60 milliards de dollars, le Parlement ne va pas venir solliciter l'autorisation d'emprunter à nouveau 12 milliards sur le marché monétaire international.

Je pense qu'il est temps de dire franchement la vérité aux Canadiens. La majeure partie des impôts versés par les contribuables sert à payer l'intérêt de la dette publique.

● (2120)

Cet argent ne nous permet pas de payer un nouvel avion de chasse ou de nouveaux services de santé ou de nouvelles recherches dans le domaine agricole. La plus grande partie de nos impôts servent à payer l'intérêt de la dette. Nous en sommes au point où, à l'heure actuelle, les trois paliers de gouvernement au Canada absorbent, sous forme de dépenses publiques, 42c. de chaque dollar d'impôts prélevés. Ces deux questions vont de pair car il ne faut pas oublier, par exemple, que notre pays compte le tiers des réserves mondiales d'eau douce, soit plus que n'importe quel autre pays, mais que la pêche en eau douce n'y a pratiquement aucune importance. Notre pays est riche en ressources agricoles, forestières et minérales qui pourraient lui permettre de se développer et de s'épanouir. Pourtant, nous avons un gouvernement qui, depuis une douzaine d'années, préconise non pas d'inciter les citoyens à produire et à manifester le type de mentalité qui les pousserait à faire de ce pays un magnifique exemple de progrès et d'essor, mais plutôt d'emprunter à l'étranger pour satisfaire